

Grève à l'Insee: l'enquête piétine

Les vacataires exigent une meilleure rémunération des entretiens.

Par Nicolas de LA CASINIÈRE samedi 05 juin 2004 (Liberation - 06:00)

Nantes de notre correspondant

Les enquêtrices de l'Insee ont mis leurs modems en grève. Depuis le 10 mai, début de l'enquête sur les ressources et conditions de vie des Français prévue sur deux mois, seuls 15 % des 16 000 questionnaires ont été transmis à l'Institut national de la statistique, qui aurait dû engranger la moitié des données. Vacataires en CDD, les 800 «agents publics rémunérés à l'acte», chargés des enquêtes auprès des ménages, sont surtout des femmes, salariées précaires de l'Etat, et très peu syndiquées. Certaines assument un mi-temps pour l'Insee depuis plus de vingt ans. Contractuelles régulières à la pige, reconnues pour leur sens de l'écoute et leur souci de confidentialité, elles contestent la rémunération de 22,30 euros par questionnaire, inférieure de 30 % à celle d'une étude équivalente en 2001, un peu moins complexe. Pour chaque entretien au coin de la table cirée de la cuisine, il leur faut deux heures et demie environ. «On a beaucoup d'astreintes qui ne sont pas rémunérées, on travaille le soir, le week-end, sans parler du temps passé sur la route : hier, j'ai fait 250 km pour trois questionnaires», raconte une enquêtrice en secteur rural.

L'Insee reconnaît la charge de travail, mais renâcle à accorder des crédits suffisants. L'enquête, expliquent les vacataires, exige déclarations d'impôts, fiches de paie, voire relevés des placements financiers et échéanciers de prêts. Etablir la confiance alourdit le temps passé auprès de chacun. «Plus de 200 questions qui ne parlent que de sous, c'est lourd à mener, ennuyeux pour l'interviewé, d'autant que les Français sont très coincés sur le sujet. Il faut convaincre qu'on n'est ni du fisc ni de la police», dit une enquêtrice des Pays de la Loire. Ce mouvement spontané, «la plus forte mobilisation jamais réalisée par les enquêteurs», est très suivi dans 16 régions sur 21, selon l'intersyndicale. «On a fait un effort qui semble correct, ajouté une prime de difficulté et quelques minutes par enquête», estime Paul Jansolin, coordonnateur des enquêtes à l'Insee, qui prévoit de «revoir les syndicats avant la fin du mois de juin». A l'issue de la dernière négociation, le 24 mai, la direction avait proposé 37 centimes de rab ! «La direction joue la montre en espérant que les enquêteurs craquent entre-temps !», s'insurge Francis Judas de la CGT. «Le comble, c'est que par nos études, on étudie la précarité. On en est la parfaite illustration», soupire une enquêtrice.